

Sans-papiers ? Réfugiés ?

Table des matières

<i>Contre le tri et le dépotoir humain</i>	1
Des anarchistes	1

Contre le tri et le dépotoir humain

Des anarchistes

Vous avez déjà entendu parler du fait qu'il y a à peu près 4000 personnes arrivant actuellement en Europe par jour. Vous avez peut-être déjà aperçu les campements à La

Chapelle, à côté de la Gare d'Austerlitz, au Jardin d'Éole, à la Halle Pajol et en d'autres lieux de Paris. Si vous y regardez attentivement, vous avez peut-être pris conscience des expulsions menées par la Mairie de Paris, par ses flics, avec toute l'aide indispensable de l'Office Français de Protection des Réfugiés et Apatrides (l'OFPRA), d'Emmaüs, de France Terre d'Asile, des Verts et des autres qui ont pour but d'humaniser le tri des êtres humains que le pouvoir prend pour des déchets. Si votre sens de l'empathie n'est toujours pas éteint face à la poubelle qui nous est attribuée dans ce dépotoir qu'on appelle le capitalisme, peut-être vous vous en êtes indignés, peut-être avez vous même bougés votre cul pour amener de la bouffe, des vêtements ou des médicaments pour ces gens qui n'ont pas tout à fait terminé leur voyage vers l'inconnu, poussés par le désir de fuir un enfer bien familier... On ne peut que saluer la volonté de briser l'indifférence qui côtoie chaque enfermement et chaque expulsion, toujours plus ou moins violents. Dans une telle ville, où personne ne vaut plus que sa soumission déguisée en « sympathie », on ne peut qu'appuyer toute tentative d'affirmer qu'il s'agit d'individus qu'on laisse pourrir dans la rue. Et pourtant, l'affaire se renverse lorsqu'on apprend à l'exprimer dans la langue du pouvoir...

Car aujourd'hui on nous apprend que si l'on veut être sympa, il faut « accueillir les réfugiés ». Mais que veut dire « réfugié » ? Selon la Convention de Genève de 1951, c'est une personne protégée par l'État accueillant, à cause de la crainte, avec raison, d'être persécuté dans son pays natal. Et qui c'est qui décide si l'on a raison ou non d'avoir peur ? Bah l'État ! Pour obtenir ce qu'on appelle « le droit

à l'asile », il faut donc être en danger, et être capable de le prouver avec des documents l'attestant. Donc pour l'être avec raison, il faut que le pouvoir donne sa bénédiction. Même si on dort sous le claquement des armes, il n'y a pas de guerre avant que les Nations Unies ne le décident. Même si tu es à deux doigts de mourir, il faut en avoir une preuve convaincante. Et si l'on crève, il est préférable de le faire en grands nombres pour impressionner les puissants aussi bien que l'opinion publique dont ils dépendent (ou pas).

Mais même si ta misère a fait une bonne impression aux puissants, on va te faire ramper à genoux. Car l'État et les marchands qu'il sert ne balancent pas des « cadeaux » pour rien. C'est un échange, tu vois. Il y a tout un tas de boîtes qui t'attendent à bras ouverts, et ton taf pour trois fois rien va certainement booster l'économie. Et si t'en es pas content, on te fera goûter à nouveau à ton enfer natal, à côté de celles et ceux qui sont triés comme des déchets, parfois recyclables, parfois non. Et il y en aura tant qu'il y aura des frontières. De ceux qui, aux yeux de l'État, ne méritent pas d'être accueillis et qui n'ont donc pas le dit « droit » de ne pas crever sur un barbelé, de ne pas crever sur une autoroute à Calais, de ne pas se noyer dans les eaux turques, grecques ou italiennes comme du bétail négligeable.

Face à la « crise des migrants », pendant laquelle les autorités Européennes se sont décidées, obligées par l'opinion publique, à accueillir un certain nombre de réfugiés, la France, et notamment l'OFPRA, a déjà commencé le tri entre ceux qui sont « en urgent besoin de protection » et ceux qui, selon eux, ne le sont pas ou pas assez, sur une échelle de menace quantifiable en fonction des intérêts

géopolitiques du pouvoir et du cours du baril de pétrole. Pour ces derniers, les conséquences sont claires, ça va sans dire. Récemment, pendant une occupation qui a lieu au lycée Jean-Quarré, dans le XIXe, la Mairie a demandé aux migrants de lui livrer une liste de noms distinguant les demandeurs d'asile des sans-papiers (à jamais, on peut supposer), et tout ça en échange d'un hébergement d'urgence (pas pour les sans-papiers, on peut le deviner...).

Malheureusement, en se déclarant solidaires des « réfugiés », on est implicitement complices de cette division et de tout ce qui va avec. On perpétue le tri qui justifie le harcèlement, les rafles, l'enfermement et l'expulsion de ceux qui n'ont pas leurs papiers en règle. En se proclamant solidaires avec une catégorie qui ne peut être définie que par le pouvoir, on est forcément complice de la chasse à l'homme qu'il mène contre les « habituels » sans-papiers et les exclus du « droit d'asile ». « Réfugié » n'est donc pas un synonyme de « migrant ». C'est un terme qui a pour but à la fois de cacher et de justifier la terreur contre les migrants qui ne sont pas sélectionnés par l'État pour devenir ses précieux réfugiés. C'est un terme du pouvoir pour diviser les exploités entre eux, fabriquer des figures de « gentils » (réfugiés, aisés dans leurs pays, de préférence chrétiens, etc.) pour expulser tranquillement les « méchants » (sans-papiers, misérables d'ici comme de là-bas, qui viennent manger le pain de « nos » lardons). Dans un monde qui n'a plus aucun sens, où chacun se recroqueville sur sa petite parcelle d'identité, crever de faim n'est plus un critère suffisant pour recevoir hospitalité et solidarité. Et quelques larmes devant des photos sensationnelles ou la signature d'une pétition suffisent à se donner bonne conscience pendant que la machine à expulser

continue son business de mort aux coins de nos rues. Car la misère de ceux qui errent sur cette terre n'est pas une question « humanitaire » ; elle est consciemment produite par l'État et ses marchands, et rendue acceptable par ses gestionnaires pour qui il s'agit d'un business comme un autre. C'est ce que nous appelons « machine à expulser ».

« Réfugié » est donc un mot du pouvoir qui n'a qu'un seul but : séparer les exploités, leur faire croire que leurs intérêts ne sont pas les mêmes, et créer des classes parmi les « méchants » sans-papiers, au-dessus desquels triompherons les « gentils » réfugiés, que la France prendra en charge à perte comme à profit, avec l'humanisme triomphant de la patrie des droits de l'homme et du barbelé. Et quel sort réservera-t-on à ces « sans-papiers » qui ne sont pas éligibles à l'asile ? Le même que d'habitude : Misère, exploitation, centres de rétention et expulsion. Survivre, ça se mérite !

Le problème, ce n'est pas un manque de papiers ou de titres à donner. Non, le problème, c'est qu'on délègue la décision quant à qui les mérite. Car tant qu'il y aura des papiers, il n'y en aura pas pour tout le monde. Tant qu'il y aura des frontières, il y aura ceux qui périront en essayant de les traverser. Tant qu'il y aura des États, cette chasse à l'homme effectuée par ses larbins continuera.

Notre lutte n'est donc pas pour les réfugiés – même s'il ne s'agit en aucun cas de culpabiliser ceux et celles qui en ont obtenu le titre. Notre lutte est contre tous les États et contre leurs frontières qui ne peuvent que mutiler, enfermer et tuer. Un titre de séjour est une manière comme une autre de se démerder dans un monde de merde, mais il n'est pas ce à quoi on aspire. Dans un monde où des papiers équivalent le droit d'exister, imaginer des « papiers

pour tous » est impossible. C'est pourquoi nous luttons pour un monde où ils n'auront plus aucune valeur.

Vous nous reprochez d'être trop peu réalistes ? Bien, en l'occurrence, être « réaliste » consiste à perpétuer le massacre tout en cachant ses véritables raisons. Face à une telle réalité on préfère agir tout de suite pour que nos rêves d'aujourd'hui s'en emparent demain.

Liberté pour tous et toutes, avec ou sans papiers.

Pour un monde sans frontières, sans flics et sans gestionnaires de la misère.

Sabotons la machine à expulser !

[Tract trouvé dans les rues de Paris, septembre 2015]

Sans-papiers? Réfugiés?